
Politique énergétique russe à l'Est : le casse-tête chinois de Rosneft



Nina Poussenkova

Avril 2013

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI,

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2013
ISBN : 978-2-36567-143-9**

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : accueil@ifri.org

IFRI-Bruxelles
RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : vaudolon@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- R. Bourgeot, « *Russie-Turquie : une relation déterminée par l'énergie* », *Russie.Nei.Visions*, n° 69 / *Note franco-turque*, mars 2013 ;
- A. Mehdi et Sh. Yenikieff, « *Gouverneurs, oligarques et siloviki : pétrole et pouvoir en Russie* », *Russie.Nei.Visions*, n° 68, février 2013 ;
- R. Weitz, « *Défense antimissile : l'improbable coopération entre la Russie et l'OTAN* », *Russie.Nei.Visions*, n° 67, janvier 2013.

Auteur

Nina Poussenkova est chercheur à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO) de l'Académie des sciences de Russie. Dans les années 1990, elle a travaillé au Centre pour les investissements étrangers et la privatisation et après aux départements de recherche des banques d'investissement Salomon Brothers et Lazard Frères. Entre 2006 et 2008, elle a été directrice du Programme énergétique du Centre Carnegie de Moscou. Elle dirige actuellement, au sein de l'IMEMO, le « Oil and Gas Dialogue » qui organise régulièrement des conférences sur l'énergie.

Nina Poussenkova a plus de 70 publications sur le pétrole et le gaz russes à son actif. Parmi ses récents travaux : « Russia's Future Customers: Asia and Beyond » dans J. Perovic, R. W. Orttung, A. Wenger (eds), *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation*, Routledge, 2009, et « They Went East, They Went West: The Global Expansion of Russian Oil Companies, » dans P. Aalto (eds), *Russia's Energy Policies: National, Interregional and Global Levels*, Edward Elgar Publishers, 2012.

Sommaire

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
LA CHINE, NOUVEAU PARTENAIRE DE LA RUSSIE DANS LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE ?	7
PERCÉE VERS L'EST	7
LA STRATÉGIE CHINOISE DE IOUKOS	9
ROSNEFT, MOTEUR DE LA COOPÉRATION PÉTROLIÈRE SINO-RUSSE.....	11
LA MONTÉE DE ROSNEFT.....	11
AU COMMENCEMENT ÉTAIT L'ARGENT.....	12
PUIS VINRENT LES OLÉODUCS.....	12
L'UPSTREAM RUSSE	15
LE DOWNSTREAM CHINOIS.....	17
DE NOUVEAU L'ARGENT... ..	18
CONCLUSION	22

Résumé

Au cours des dix dernières années, la Russie s'est fixé pour objectif stratégique de développer sa politique énergétique à l'Est et de renforcer ses liens pétroliers et gaziers avec la région Asie-Pacifique. Si les relations avec la Chine sont pour l'instant au point mort dans le domaine du gaz, elles ont marqué un net progrès dans celui du pétrole grâce aux efforts de Rosneft, première compagnie pétrolière russe, qui occupe une position privilégiée grâce aux immenses réserves de Sibérie orientale.

Rosneft a bénéficié de prêts octroyés par des banques chinoises pour garantir l'approvisionnement de la Chine en pétrole russe et a plaidé en faveur d'une dérivation vers la Chine de l'oléoduc Sibérie-Pacifique. Elle a largement contribué à l'augmentation des exportations de pétrole russe vers la Chine et a permis à la China National Petroleum Corporation (CNPC) et à Sinopec de prendre part aux activités d'exploration et de production (*upstream*) en Russie. En outre, elle coopère avec ces entreprises à l'étranger et a vendu une partie de ses actions à la CNPC. Enfin, elle participe aux activités de raffinage et de distribution (*downstream*) du pétrole en Chine.

Rosneft sert ainsi les ambitions stratégiques du gouvernement, qui entend diversifier ses marchés d'exportation d'hydrocarbures et développer l'exploitation de l'Est du pays, tout en pesant sur la politique énergétique de l'État. En quête d'un statut de multinationale, elle poursuit aussi ses propres objectifs à long terme par le développement de ses activités à l'international, et notamment vers les marchés de la zone Asie-Pacifique. La Chine permet également à Rosneft de dégager des bénéfices commerciaux à court terme : les deux premiers prêts chinois ont permis de financer le rachat de Loukos, et Rosneft envisage maintenant de lever des fonds pour l'acquisition de TNK-BP. Les ambitions commerciales de Rosneft sont-elles compatibles avec les objectifs à long terme de la Russie, alors qu'elles placent le pays sous la dépendance de la Chine?

Introduction

Les récentes évolutions dans le domaine de l'énergie montrent que des décisions stratégiques peuvent ne pas aboutir – même si elles concernent les compagnies pétrolières et gazières d'État – si elles contrarient des adversaires puissants ou si elles ne bénéficient pas du soutien d'alliés influents. Présente dans d'autres pays, cette tendance est particulièrement forte en Russie, où les intérêts économiques et commerciaux à long terme se heurtent aux considérations politiques de court terme et où le secteur est soumis aux fortes pressions de groupes privés étroitement liés aux responsables politiques et poursuivant des intérêts divergents. Il arrive donc que ces groupes, opposés aux projets gouvernementaux, les torpillent ou les fassent échouer.

Cette situation s'est souvent produite dans les années 2000, même si le pouvoir des autorités était en voie de consolidation par rapport à la décennie précédente. En 2003 par exemple, le gouvernement russe fait Rosneft le principal bénéficiaire des accords de partage de production (APP). Si le président Poutine semblait approuver l'idée, il n'a rien entrepris pour soutenir la compagnie pétrolière et l'aider à améliorer son positionnement, alors modeste, sur le marché pétrolier russe. Le PDG de Loukos, Mikhaïl Khodorkovski, a mené une campagne extrêmement efficace contre les APP et s'est imposé face à Sergueï Bogdantchikov, PDG de Rosneft, mettant un terme à la pratique des APP. Un autre exemple a été l'incorporation de Rosneft au sein de Gazprom, décidée en 2004 par le gouvernement, qui aurait permis à l'État de devenir actionnaire majoritaire de Gazprom. La compagnie pétrolière a réussi cependant à conserver son indépendance grâce à l'influence politique d'Igor Setchine, alors président du conseil d'administration de Rosneft, et à la résistance de Sergueï Bogdantchikov. Enfin, les projets gouvernementaux du milieu des années 2000, qui prévoyaient de passer de l'exportation de pétrole brut à celle de produits pétroliers et de construire des raffineries au bout de chaque oléoduc d'exportation, sont restés lettre morte. En 2006, conformément aux directives gouvernementales, Rosneft avait prévu la construction d'une raffinerie destinée à transformer le pétrole destiné à l'exportation au bout de l'oléoduc Sibérie-Pacifique. Cette raffinerie, d'une capacité prévue de 20 millions de tonnes par an, aurait dû être livrée en 2012. Le projet a pourtant été reporté *sine die* en raison d'une conjoncture défavorable et parce que Rosneft a privilégié la réalisation d'autres objectifs.

Cette tendance est toujours actuellement visible. En 2011, par exemple, les actionnaires russes de TNK-BP avaient fait échouer un projet de partenariat entre Rosneft et BP, pourtant approuvé par Vladimir Poutine, alors Premier ministre.

Traduit du russe par Anne-Marie Giudicelli.

À l'inverse, l'intense lobbying de Rosneft a contribué au développement de la politique pétrolière de Moscou à l'Est. Ces dernières années, Rosneft est devenu le fleuron de l'industrie pétrolière russe et ambitionne aujourd'hui de se transformer en multinationale et de devenir le leader mondial des compagnies pétrolières publiques (ce qui est déjà le cas en ce qui concerne ses réserves d'hydrocarbures liquides). En 2011, Rosneft a produit 114 millions de tonnes de pétrole, soit 22 % de la production totale de la Russie (511 millions de tonnes). Après absorption complète de TNK-BP, elle sera en mesure de produire 185 millions de tonnes par an, soit 36 % de la production totale russe de pétrole en 2011. L'État russe souhaite créer dans le secteur pétrolier un géant sur le modèle de Gazprom et aménage des conditions bien plus favorables pour Rosneft que celles réservées aux groupes privés et contraires à toutes les règles de concurrence. Tout comme Gazprom, Rosneft bénéficie ainsi d'un accès exclusif aux gisements offshore et fait partie des entreprises considérées comme stratégiques, ce qui, en cas de faillite, lui garantit de bénéficier de « mesures spéciales ». Un opérateur de cette envergure dispose bien évidemment d'un fort pouvoir d'influence pour orienter les décisions stratégiques qui lui seront les plus favorables, mais en contrepartie de cette proximité avec le pouvoir, il doit parfois accepter des mesures gouvernementales désavantageuses sur le plan commercial.

Rosneft a été le principal moteur de la coopération pétrolière sino-russe. D'une part, il est logique que la compagnie pétrolière nationale serve de courroie de transmission de la politique du gouvernement à l'égard d'un partenaire stratégique aussi important que la Chine, dans un domaine aussi stratégique que la coopération énergétique. D'autre part, les derniers événements montrent qu'outre des intérêts nationaux à long terme (dialogue économique et énergétique avec les pays d'Asie-Pacifique) et des intérêts commerciaux à long terme (diversification des marchés et transformation en multinationale), Rosneft poursuit également des intérêts à court terme principalement liés à son ambition de profiter de « l'argent chinois » pour atteindre ses objectifs, parmi lesquels l'absorption d'autres entreprises russes du secteur. Cela met en question une coopération équitable et mutuellement profitable avec la Chine, car Rosneft se met ainsi (et indirectement l'État russe) à la merci des financements chinois.

La Chine, nouveau partenaire énergétique ?

Percée vers l'Est

Fin 2009, la Russie a adopté une nouvelle stratégie énergétique pour la période allant jusqu'en 2030 :

"[...] la part du marché européen dans le total des exportations de ressources énergétiques russes diminuera de façon constante grâce à la diversification des marchés d'exportation vers l'Asie (Chine, Japon, Corée du Sud, Asie-Pacifique). [...] À la fin de la troisième phase de mise en œuvre de cette stratégie, la part des exportations (pétrole et produits pétroliers) vers les pays d'Orient passera de 6 % du total aujourd'hui à 22-25 % pour les hydrocarbures liquides, et de 0 % à 19-20 % pour le gaz naturel"¹.

Il est évident que le développement des relations commerciales avec la région Asie-Pacifique et la réorientation vers l'Est, notamment vers un marché chinois en forte expansion, de flux de pétrole et de gaz auparavant destinés à une Europe dont la demande stagne, sont des éléments majeurs de la stratégie énergétique de la Russie. L'attention croissante que l'État russe accorde à sa politique énergétique orientale s'explique aussi par la nécessité d'assurer un développement industriel et économique rapide de la Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient russe (y compris du secteur des hydrocarbures), l'amélioration du niveau de vie des habitants de ces régions pour stopper l'exode de la population, devenu une préoccupation nationale majeure. En outre, afin de conserver son statut de puissance énergétique, la Russie poursuit l'objectif à long terme de développer de nouveaux sites énergétiques en Sibérie orientale et en Extrême-Orient afin de pallier l'épuisement des gisements de Sibérie occidentale².

Trois ans plus tard, il faut constater que la coopération gazière avec la Chine est au point mort car, manifestement, Gazprom n'est ni vraiment intéressée ni en mesure de la lancer. À l'inverse, même si elles connaissent quelques problèmes et conflits, les relations sont en plein développement dans le domaine pétrolier, grâce à Rosneft.

¹ Stratégie énergétique de la Russie à l'horizon 2030, Moscou, 2009.
<<http://minenergo.gov.ru/aboutminen/energostrategy/>>.

² Pour plus de détails, voir N. Poussenkova, « Russia's Future Customers: Asia and Beyond » dans J. Perovic, R. W. Orttung, A. Wenger (dir.), *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation*, Londres, Routledge. 2009.

Au premier abord, la Russie et la Chine semblent parfaitement complémentaires dans le domaine du pétrole et du gaz. En effet, la Russie est un exportateur qui détient des réserves importantes, tandis que la Chine est un pays en pleine expansion dont les besoins en énergie sont considérables. Cependant, l'Europe reste le principal client de la Russie³. L'intégralité du réseau de gazoducs russes est orientée sur l'Europe et les pays de la CEI, et seules de petites quantités de gaz naturel liquéfié produites sur l'île de Sakhaline partent vers le Japon, la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande et Taïwan. Pour l'instant, la Chine entretient des rapports plus étroits avec d'autres pays producteurs de pétrole.

Il faut reconnaître que les relations énergétiques sino-russes n'ont jamais été simples. La Russie a commencé à concevoir des projets de construction d'oléoducs et de gazoducs vers la Chine à la fin des années 1980, peu après la normalisation des relations entre les deux pays. Mais avec un baril en dessous des 20 dollars et une offre variée, Pékin n'a pas manifesté beaucoup d'intérêt pour ces projets. Par ailleurs, étant donné les difficultés économiques et politiques de la Russie dans les années 1990, les groupes pétroliers et gaziers russes se montraient peu enclins à partir à la conquête de nouveaux marchés. La situation a changé dans les années 2000, lorsque les prix du pétrole ont augmenté et que la recherche de nouvelles sources d'énergie à l'étranger est devenue la priorité de la stratégie énergétique de la Chine, importatrice nette de pétrole depuis 1993. L'ouverture à l'étranger de la Chine date officiellement de 2001. Dans le secteur pétrolier, cette nouvelle démarche s'articule autour de quatre axes : l'achat d'actifs et d'entreprises, la conclusion d'alliances, et les transactions de type « ressources contre accès au marché » et « crédits contre pétrole »⁴.

Au début des années 2000, la Chine a engagé des discussions sur la création de l'oléoduc Angarsk-Datsin avec Loukos et sur la construction de gazoducs par Gazprom. Cette fois, Moscou freinait le projet. La Russie ne cherchait pas tant à pénétrer de nouveaux marchés qu'à jouer la carte chinoise dans ses négociations avec les clients européens de Gazprom et des pétroliers russes. En mars 2006, alors que Gazprom entretenait des relations tendues avec ses clients européens dans le contexte du premier conflit gazier avec la Biélorussie, Vladimir Poutine s'est rendu en Chine. À l'issue de cette visite, des protocoles d'accords ont été signés qui prévoyaient la construction de gazoducs et d'une dérivation vers la Chine de l'oléoduc Sibérie-Pacifique. Aux termes de ces accords, la Russie devait commencer à livrer du gaz à la Chine en 2011 pour un volume devant atteindre 68 milliards de m³ par an. Inquiets, les clients européens ont renégocié leurs contrats à long terme avec la Russie, ce qui était justement l'objectif visé par Moscou. Mais à ce jour, malgré des tractations longues et difficiles, les parties ne sont toujours pas parvenues à s'accorder sur les prix et les exportations de gaz naturel vers la Chine n'ont toujours pas commencé⁵. Étant donné l'immensité et le taux de croissance du marché

³ En 2011, l'Europe a absorbé 78 % des exportations russes de pétrole, l'Asie 16 % et le continent américain 6 %. U.S. Energy Information Administration ENERGY (EIA), Rapport d'analyse pays. Russie. Dernière mise à jour : 18 septembre 2012.

⁴ X. Xu, « Chinese NOC's Overseas Strategies: Background, Comparisons and Remarks », dans *The Changing Role of National Oil Companies in International Energy Markets*, James Baker Institute for Public Policy, mars 2007.

⁵ *Kommersant*, 17 juin 2011.

chinois, il est évident qu'à long terme la Russie a tout intérêt à développer ses relations énergétiques avec la Chine, comme l'indique la Stratégie énergétique jusqu'en 2030. Toutefois, à cette époque et dans ce domaine précis, les intérêts à court terme prévalaient : en démontrant l'existence d'alternatives intéressantes pour ses exportations, la Russie est parvenue à faire céder les Européens. Cependant, elle n'a pas su exploiter cette victoire tactique et a complètement échoué sur le plan stratégique : en perdant du temps et en laissant passer l'occasion de s'implanter en Chine, elle s'est laissée devancer par d'autres opérateurs. Persuadée que la Russie ne finaliserait pas les accords, la Chine a commencé à chercher activement d'autres fournisseurs en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine et pour finir, c'est au Turkménistan que Pékin a passé ses commandes de gaz naturel⁶.

Si l'enlèvement est avéré en ce qui concerne le gaz, la coopération pétrolière a, quant à elle, connu une percée, malgré les débats sur les prix qui n'ont pas toujours tourné à l'avantage de la Russie.

La stratégie chinoise de loukos

La coopération pétrolière avec la Chine a réellement été lancée sous l'impulsion de Mikhaïl Khodorkovski. À la fin des années 1990, loukos est devenue l'une des premières compagnies pétrolières russes à s'intéresser aux réserves de Sibérie orientale et à entrevoir l'immense potentiel du marché chinois. loukos, qui jusqu'en 2004 est restée le principal exportateur de pétrole russe vers la Chine, a commencé sa coopération avec ce pays en 1999 par une première livraison de 12 mille tonnes de pétrole, acheminées par chemin de fer. Ses exportations par voie ferroviaire vers la Chine se développant rapidement, loukos a décidé alors de construire un oléoduc entre Angarsk et Daqing.

En 1999, loukos, Transneft et la CNPC avaient entrepris des démarches pour construire un oléoduc entre la Russie et la Chine. À l'été 2002, la CNPC s'est engagée à financer 50 % du coût de la construction et à acheter la totalité du pétrole transitant par cette voie. En mai 2003, loukos et la CNPC ont conclu un accord à long terme de pompage du pétrole dans ce nouvel oléoduc : soit 20 millions de tonnes par an au cours des cinq premières années et 30 millions de tonnes par an après 2010.

Le projet d'un oléoduc Angarsk-Daqing (1,7 milliard de dollars pour 2 247 km) défendu par loukos a un temps rivalisé avec celui d'Angarsk-Nakhodka (5,2 milliards de dollars pour 3 765 km) proposée par Transneft. Angarsk-Datsin aurait été rentable à partir de 20 millions de tonnes par an, et Angarsk-Nakhodka à partir de 50 millions. À l'époque, on ignorait si la Sibérie orientale possédait les réserves suffisantes pour justifier la capacité prévue du tracé Angarsk-Nakhodka, l'oléoduc de Transneft, mais considérant que l'acheminement d'hydrocarbures jusqu'au port de Nakhodka permettait de diversifier les marchés et que la solution Angarsk-Datsin mettait la Russie

⁶ *Kommersant*, 14 juin 2011.

sous la dépendance d'un acheteur unique, le choix du tracé a été déterminé par des considérations politiques⁷.

Au printemps 2003, le litige s'est soldé par un compromis : un oléoduc serait construit entre Angarsk et Nakhodka avec un raccordement permettant d'atteindre Daqing. Pour finir, ce projet a été rejeté par le Ministère des ressources naturelles pour des raisons environnementales. Avec le début de « l'affaire loukos », Mikhaïl Kassianov, alors Premier ministre et partisan du tracé Angarsk-Datsin, a été écarté du gouvernement et le projet a été pour un temps oublié.

⁷ *Neftegazovaâ vertikal'*, n° 12, 2002, p. 40-42.

Rosneft, moteur de la coopération sino-russe

La montée de Rosneft

Cependant, le projet est rapidement revenu sur le devant de la scène, car un nouvel entrant s'est intéressé au vecteur oriental de la politique pétrolière. Entreprise pétrolière de second plan dans les années 1990, incapable de rivaliser avec des concurrents privés plus puissants, Rosneft s'est progressivement renforcée dans les années 2000. Cette évolution avait déjà commencé en 1998, avec la nomination de Sergueï Bogdantchikov au poste de président, mais c'est en 2000, alors que Vladimir Poutine, nouveau président de la Russie, orientait sa politique sur les nationalisations et la création de « champions nationaux », notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz, que Rosneft a lancé une offensive pour conquérir de nouvelles parts de marché dans l'industrie pétrolière nationale avec le soutien actif de l'État⁸.

Les choses se sont accélérées en juillet 2004 lorsque Igor Setchine, premier adjoint de l'administration présidentielle, a été nommé président du conseil d'administration de Rosneft⁹. Setchine était alors (et reste encore aujourd'hui) figure centrale du secteur de l'énergie. En 2008, il a été nommé vice-premier ministre en charge de l'ensemble du secteur. Le conflit d'intérêts devint alors manifeste, dans la mesure où le poste que Setchine occupait au sein du gouvernement faisait de lui « l'arbitre » des relations entre l'État et les compagnies pétrolières, dont Rosneft, qu'il dirigeait. Les experts ont interprété la nomination de Setchine au gouvernement comme un soutien explicite apporté à Rosneft. Après les élections présidentielles de 2012, Igor Setchine devint d'ailleurs PDG de Rosneft. Depuis lors, la position de Rosneft ne cesse de se renforcer¹⁰ avec la signature du « contrat du siècle » que constitue l'acquisition de TNK-BP.

Devenue la première compagnie pétrolière du pays grâce au rachat des principaux actifs de Loukos, Rosneft a pris le relais pour développer la coopération pétrolière avec la Chine autour de plusieurs axes interdépendants : attirer les financements chinois, mener campagne pour la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique avec une dérivation vers la Chine, favoriser l'accès des entreprises chinoises à l'*upstream* russe (exploration et production) et accéder au *downstream* chinois (raffinage et distribution).

⁸ N. Poussenkova, « Lord of the Rigs: Rosneft as a Mirror of Russia's Evolution » dans *The Changing Role of National Oil Companies in International Energy Markets*, op. cit. [4].

⁹ *Vedomosti*, 28 juillet 2004.

¹⁰ Sondage de *Neftegazová vertikal'*, n°12, 2012, p 12-38.

Au commencement était l'argent...

De fait, la coopération pétrolière sino-russe a connu une percée fin 2004 lors du rachat de Louganskneftegaz par Rosneft. Cette acquisition a été financée par un emprunt de 1,8 milliard de dollars contracté auprès de plusieurs banques d'État et par l'émission de titres à ordre pour une valeur totale de 6,1 milliards de dollars, dont six milliards refinancés par les Chinois à titre d'avance sur le paiement des futures livraisons de pétrole brut¹¹. C'était la première fois que des fonds chinois finançaient une transaction dans un secteur stratégique de l'économie russe.

En contrepartie de ce prêt, Rosneft s'est engagée à livrer 48,8 millions de tonnes de pétrole à la Chine d'ici fin 2010. Les termes du contrat n'ayant pas été dévoilés, des rumeurs ont circulé sur une certaine sous-évaluation. Pressée d'obtenir l'argent chinois, Rosneft aurait accepté des conditions assez peu favorables : en effet, le prix du pétrole a d'abord été fixé sur celui du Brent moins trois dollars. En novembre 2007, la Chine a accepté de ramener cette déduction à 2,325 dollars. Rosneft a de nouveau tenté d'obtenir une revalorisation en février 2008, mais les négociations se sont enlisées¹².

En fait, le prix convenu pour le pétrole russe était légèrement supérieur à celui du marché car entre 2005 et 2007, le baril de brut russe d'Urals coûtait en moyenne 3,8 dollars de moins que le baril de Brent. Cependant, selon les analystes, il est possible qu'en raison des coûts de transport, il ait été moins rentable pour Rosneft de livrer en Chine qu'en Europe. Même en tenant compte de la revalorisation acceptée par les Chinois, Rosneft a longtemps enregistré des pertes de bénéfices et l'accord passé avec la CNPC a continué de poser problème, surtout après le report du chantier Sibérie-Pacifique. Quoi qu'il en soit, étant donné son besoin pressant de fonds pour financer l'acquisition de Louganskneftegaz, Rosneft aurait pu se voir imposer des conditions encore moins favorables¹³.

Puis vinrent les oléoducs

Le 31 décembre 2004, le décret sur la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique pour la période 2005-2020 a été signé par Mikhaïl Fradkov, à l'époque Premier ministre¹⁴. Officiellement, selon V. Poutine, ce projet devait « ouvrir une fenêtre » vers l'Est. Officieusement, il s'agissait de mettre la

¹¹ *Vedomosti*, 5 juillet 2005.

¹² *Vedomosti*, 11 avril 2008.

¹³ *Vedomosti*, 29 janvier 2008.

¹⁴ Sur la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, voir S. Tabata, X. Xu Liu, « Russia's Energy Policy in the Far East and East Siberia » dans *Russia's Energy Policies: National, Interregional and Global Levels*, P. Aalto (dir.), Northampton (MA), Edward Elgar Publishing Inc., 2012.

pression sur l'Europe, que la Russie avait, selon Semion Veinstock, à l'époque président de Transneft, « gavée de pétrole »¹⁵.

La partie orientale de la Russie est longtemps restée enfermée dans un cercle vicieux : les gisements n'étaient pas exploités, faute d'oléoducs pour transporter le pétrole. On ne construisait pas d'oléoducs, car il n'y avait pas de pétrole à transporter. L'oléoduc Sibérie-Pacifique a permis de mettre un terme à cette logique. Rosneft et plus précisément Sergueï Bogdantchikov, son président à l'époque, ont notablement contribué à cette évolution par un lobbying actif en faveur de la construction d'un oléoduc et par le lancement de l'exploitation de gisements en Sibérie orientale. C'est ainsi qu'aujourd'hui Rosneft possède les gisements les plus importants de la région (Vankor, Verkhnechonskoye et Iouroubcheno-Tokhomscoe).

Au milieu des années 2000, Rosneft avait envisagé deux options pour transporter le pétrole de l'immense gisement de Vankor qu'elle cherchait à exploiter dans le nord de la région de Krasnoïarsk. L'option « nord » consistait pour Rosneft à construire son propre oléoduc de Vankor à Port Dickson dans l'océan Arctique, ce qui lui permettait de diversifier ses marchés en utilisant des pétroliers. La variante « sud » consistait à construire un oléoduc jusqu'à Purpe et à le connecter au réseau principal de pipelines de Transneft pour transporter le pétrole de Vankor vers l'Est du pays. Si le passage par le nord semblait commercialement plus avantageux, c'est finalement le tracé « sud » qui a été retenu par S. Bogdantchikov, car il fallait alimenter l'oléoduc Sibérie-Pacifique dont la construction avait été décidée au niveau politique, mais qui manquait de pétrole à transporter¹⁶. Le président de Rosneft est intervenu ensuite à plusieurs reprises pour accélérer la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique et a obtenu que V. Poutine charge le Premier ministre, M. Fradkov, d'accélérer le projet. Après avoir été repoussée à plusieurs reprises, la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique a enfin été lancée en 2009, avec un an de retard sur le calendrier initial.

Rosneft a non seulement permis d'accélérer la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique dans son ensemble, mais a aussi contribué indirectement à régler la question longtemps irrésolue de l'embranchement vers la Chine dont le premier tronçon devait acheminer 15 millions de tonnes de pétrole par an.

Dès 2006, Transneft et la CNPC avaient signé un protocole d'accord sur la construction d'un oléoduc entre Skovorodino et la frontière chinoise. Le chantier devait être lancé en 2007 et durer jusqu'à fin 2008, ce qui coïncidait avec le lancement du premier tronçon du tracé Sibérie-Pacifique. Mais ce projet a de nouveau été freiné, principalement en raison de différends sur le prix du pétrole. Vladimir Yakounine, l'influent patron de la Compagnie des Chemins de fer russes, s'opposait par ailleurs au projet : en l'absence d'oléoduc, le pétrole aurait été livré à la Chine par voie ferroviaire. Il craignait par conséquent de devoir à terme céder une partie du transport d'hydrocarbures à Transneft¹⁷.

En mars 2008, Nikolaï Tokarev, président de Transneft, a demandé au vice-premier ministre Sergueï Narychkine de statuer sur l'embranchement

¹⁵ *Vedomosti*, 29 décembre 2009.

¹⁶ *Neftegazovaâ vertikal'*, n°14, 2005. p. 62-63.

¹⁷ *Neft' i kapital*, n°11, 2008, p. 21.

vers la Chine. Sa préoccupation était compréhensible car de cet embranchement dépendaient le lancement du deuxième tronçon de l'oléoduc Sibérie-Pacifique et la capacité du port de Kozmino¹⁸.

Ce n'est qu'en octobre 2008 que les choses ont progressé avec la signature d'un mémorandum bilatéral prévoyant un prêt de la Chine à la Russie pour financer la construction de l'oléoduc contre les futures livraisons de pétrole. L'accord devait être définitivement conclu fin novembre 2008 mais les négociations se sont enlisées¹⁹. C'est en février 2009, lorsque le vice-premier ministre Igor Setchine s'est rendu en Chine, que les désaccords qui subsistaient ont pu être complètement levés. Il ne fait aucun doute que la crise et les besoins financiers croissants de Rosneft et de Transneft ont fortement contribué à cette avancée. À cette occasion, quatre documents ont été signés : deux accords prévoyant un prêt à long terme de 25 milliards de dollars accordé par la *China Development Bank* à des entreprises russes, un contrat de livraison de pétrole conclu entre la CNPC et Rosneft pour une durée de vingt ans et un accord CNPC-Transneft sur la construction et l'exploitation de l'oléoduc Skovorodino-Mokhe. Ainsi, la Russie a prévu de livrer du pétrole de Sibérie occidentale à la Chine pour un volume de 15 millions de tonnes par an, pouvant aller jusqu'à 30 millions à plus long terme en fonction de la capacité de Rosneft à développer les gisements de Sibérie orientale.

Par la suite, les événements se sont enchaînés très rapidement. Début avril, le Premier ministre V. Poutine a déclaré à la Douma que le projet de l'oléoduc russo-chinois était entré dans sa dernière ligne droite. Quelques jours plus tard, Rosneft et Transneft ont signé un accord bilatéral prévoyant que Transneft achèterait à Rosneft six millions de tonnes de pétrole par an pour les revendre à la Chine, tandis que Rosneft fournirait elle-même les neuf autres millions de tonnes. Fin avril, Igor Setchine et Wang Qishan, son homologue chinois, ont signé un accord intergouvernemental de coopération pétrolière sur 23 ans. Une semaine plus tard a été inauguré en présence des vice-Premiers ministres des deux pays, des présidents de Transneft et de Rosneft et du gouverneur de la région de l'Amour, le premier tronçon, d'une longueur de 64 kilomètres, de la branche Skovorodino-Mokhe, dérivation de l'oléoduc Sibérie-Pacifique vers la Chine²⁰, ce qui confirme une nouvelle fois qu'en Russie, les grands projets avancent plus vite s'ils bénéficient du soutien actif d'acteurs influents.

La construction de l'oléoduc Skovorodino-Daqing s'est achevée en septembre 2010 et les livraisons ont commencé en janvier 2011. L'article 13 de l'accord intergouvernemental russo-chinois sur la coopération pétrolière stipulait que Transneft et Rosneft bénéficiaient d'un droit d'accès exclusif à l'oléoduc pour fournir du pétrole à la Chine sur une durée de 20 ans²¹. Cette clause conférait à Rosneft un avantage concurrentiel indéniable sur ses concurrents privés opérant à l'Est, devant, quant à eux, emprunter la route de Kozmino, plus longue de 2 000 km. Les experts gouvernementaux

¹⁸ *Vedomosti*, 11 avril 2008.

¹⁹ *Neft' i kapital*, n°3, 2009, p. 42.

²⁰ *Neft' i kapital*, n°5, 2009, p. 41.

²¹ Accord intergouvernemental entre la Russie et la Chine sur la coopération dans le secteur pétrolier, Pékin, 2009.

estimaient que Rosneft pouvait ainsi économiser 20 dollars par tonne de pétrole transporté par rapport aux autres opérateurs²².

Par conséquent, les exportations de Rosneft vers l'Asie-Pacifique ne cessent de croître, ce qui correspond aux objectifs de la stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030. Elles sont passées de 10,53 millions de tonnes en 2009 à 16,9 millions en 2010 et à 18,9 millions en 2011 (dont 15 pour la Chine), soit 27 % du total des exportations qui s'élevaient pour cette année-là à 69,9 millions de tonnes²³, ce qui dépasse même les objectifs fixés par la stratégie.

Cependant, si la Chine s'efforce de réduire sa dépendance énergétique à l'égard du Moyen-Orient, elle n'entend pas pour autant dépendre de la Russie qui est loin de représenter une priorité dans sa stratégie énergétique. Ses sources d'approvisionnement sont plutôt bien diversifiées (Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine) et le pétrole russe représente 8 % de ses importations totales de brut. En 2010, la Russie était le cinquième fournisseur de la Chine derrière l'Arabie saoudite, l'Angola, l'Iran et Oman²⁴ et s'il est vrai qu'elle a réussi à occuper la quatrième place en 2011 devant Oman, il est évident que les jeux politiques internes ont retardé son positionnement sur le marché chinois.

L'upstream russe

Grâce aux financements chinois qui ont aidé Rosneft à acquérir louganskneftgaz, les entreprises chinoises ont pris pied dans l'industrie pétrolière russe²⁵ : en 2005, Rosneft a offert à la compagnie pétrolière chinoise Sinopec (son partenaire au Kazakhstan sur la zone Aday) une participation de 25,1 % aux blocs de Venin de Sakhaline-3, sur lesquels elle détenait une licence géologique d'une durée de cinq ans depuis 2003. En échange, Sinopec s'est engagée à assumer une partie des coûts d'exploration géologique à la place de Rosneft et à garantir un certain montant de financement en phase de développement²⁶.

En août 2006, Sinopec a acquis une participation de 96,86 % dans Oudmourneft, filiale de TNK-BP, par l'intermédiaire de la compagnie Promleasing et pour une somme de 3,5 milliards de dollars²⁷. Cette filiale a extrait 6,4 millions de tonnes de pétrole en 2011. En décembre de la même année, Rosneft a acquis 51 % des parts de Promleasing à Sinopec. Il est à noter qu'outre Sinopec, l'entreprise pétrolière et gazière hongroise MOL, le consortium Itera-ONGC et Gazpromneft avaient eux aussi des vues sur Oudmourneft. Le représentant du ministère de l'énergie avait à l'époque expliqué qu'en Russie les relations avec les entreprises étrangères obéissaient à deux schémas différents : soit l'échange d'actifs nationaux

²² *Neftegazovaâ vertikal'*, n°15-16, 2009, p. 21.

²³ Rosneft, rapport annuel 2011, <www.rosneft.com/Downstream/crude_oil_sales/>.

²⁴ U.S. Energy Information Administration. Rapport d'analyse pays. Chine. Dernière mise à jour : 4 septembre 2012.

²⁵ Les Chinois ont tenté de profiter de la privatisation de Slavneft', de prendre part à la vente aux enchères de louganskneftgaz et d'acquérir Stimul, une compagnie d'Orenbourg.

²⁶ <www.rosneft.com/Upstream/Exploration/russia_far_east/sakhalin-3/>.

²⁷ <www.rosneft.com/Upstream/ProductionAndDevelopment/central_russia/udmurtneft/>.

contre des actifs étrangers, mais sous contrôle russe, solution mise en œuvre par Gazprom ; soit la vente d'actifs, toujours sous le contrôle russe, stratégie retenue par Rosneft²⁸.

Par ailleurs, lors de la visite de Vladimir Poutine à Pékin en juin 2006, un accord de coopération avait été signé entre la Russie et la Chine ainsi que l'accord portant création de la co-entreprise Vostok Energy (détenue à 51 % par Rosneft et à 49 % par la CNPC) chargée de procéder à l'exploration et à la production d'hydrocarbures en Russie. Rosneft, qui lorgnait alors sur les grands gisements non encore attribués, manquait d'argent, c'est pourquoi il lui fallait un partenaire solvable. Cela convenait aux entreprises chinoises, qui ne pouvaient obtenir seules l'accès aux importantes réserves russes en raison des restrictions à la participation des étrangers aux gisements stratégiques russes.

À l'été 2007, Vostok Energy a remporté la bataille l'opposant à Sourgoutneftegaz et à la United Oil Group, placée sous le contrôle de la holding Basic Element d'Oleg Deripaska, pour l'acquisition de deux petits gisements situés à proximité de l'oléoduc Sibérie-Pacifique dans la région d'Irkoutsk²⁹. On peut comprendre l'intérêt des Chinois vis-à-vis de la Sibérie orientale puisque c'est par là que passe l'oléoduc qui les approvisionne.

Par la suite, les Chinois ont encore renforcé leurs liens avec Rosneft en entrant dans son capital. Avec l'introduction en bourse de Rosneft, la CNPC a acquis 0,6 % des actions de la société nationale russe pour un montant de 500 millions de dollars³⁰. À la suite de l'acquisition de TNK-BP par Rosneft, les compagnies chinoises auront certainement l'opportunité de consolider davantage leurs positions dans l'*upstream* russe : Rosneft prévoit de les inviter à participer à des projets de développement du plateau continental³¹.

Pourtant, même avec l'aide de Rosneft, il est plus difficile pour les compagnies pétrolières chinoises d'avoir accès au secteur pétrolier russe qu'à celui d'autres pays producteurs³². Il est clair que les entreprises chinoises sont très attirées par l'*upstream* russe (exploration et production) et l'accès à *equity oil*, mais, une fois de plus, la Russie est loin d'être pour eux la seule option intéressante, surtout si l'on tient compte de l'épuisement des gisements, des conditions climatiques et géologiques difficiles et des coûts élevés de production.

²⁸ *Vedomosti*, 21 juin 2006.

²⁹ Verneicherski : 50 millions de tonnes de pétrole et 90 milliards de m³ de gaz de catégorie D1; Zapadnochonski : 30 millions de tonnes de pétrole et 15 milliards de m³ de gaz naturel de catégorie D1. *Vedomosti*, 1^{er} août 2007.

³⁰ *Neftegazovaâ vertikal'*, n°13, 2006.

³¹ *Vedomosti*, 19 février 2013.

³² Les compagnies pétrolières chinoises opèrent aujourd'hui dans 31 pays et participent à la production dans 20 d'entre eux. Elles sont le mieux implantées au Kazakhstan, au Soudan, au Venezuela et en Angola. La part de pétrole de concession qui leur revient est passée de 140 000 barils/jour en 2000 à 1,5 millions en 2011. Les compagnies pétrolières chinoises poursuivent des objectifs commerciaux à l'étranger et parviennent fort bien à les atteindre, notamment lorsqu'ils correspondent aux ambitions géopolitiques du gouvernement chinois. S. Lewis, « Chinese NOCs and World Energy Markets: CNPC, Sinopec and CNOOC » dans *The Changing Role of National Oil Companies in International Energy Markets*, op. cit. [4].

Le downstream chinois

La coopération pétrolière entre la Russie et la Chine aurait dû se fonder sur un principe d'échange « *upstream* russe contre *downstream* chinois ». Fin 2007, est créée la Compagnie orientale de pétrochimie sino-russe, co-entreprise associant Rosneft (49 %) et la CNPC (51 %) ayant pour objectif la construction d'une raffinerie chinoise et la création d'un réseau de 300 à 500 stations-service. Le coût de la raffinerie devait s'élever à environ trois milliards de dollars et elle devait être mise en service en 2011³³.

Cependant, Rosneft a eu des difficultés à s'implanter dans le secteur du raffinage en Chine. À l'automne 2009, elle devait signer un accord sur la construction d'une raffinerie d'une capacité de 15 millions de tonnes à Tianjin. Les négociations avaient été lancées en 2006 avec la CNPC, mais les deux parties n'avaient jusqu'ici pas réussi à se mettre d'accord, notamment sur le financement. Il a d'abord été proposé que la Compagnie orientale de pétrochimie sino-russe finance une partie de la construction (35 %) et les banques chinoises le reste, puis la Chine a proposé d'augmenter la contribution de la co-entreprise. D'autres différends portaient sur la capacité de la raffinerie et les sources de matières premières. En fin de compte, la Chine était insatisfaite de l'avancement du projet commun d'extraction des matières premières en Russie : Vostok Energy n'a pu obtenir que deux sites dans la région d'Irkoutsk³⁴.

Un autre problème est apparu en février 2010, lorsque la Chine a exigé que la Russie double le volume de ses livraisons de pétrole. On pouvait supposer qu'il s'agissait d'alimenter la raffinerie de Tianjin, mais les représentants de la CNPC ont déclaré qu'en raison de la croissance de la demande de pétrole en Chine, la raffinerie devait recourir à d'autres sources d'approvisionnement que celles rentrant dans le cadre des 15 millions de tonnes par an prévus par l'accord. Le lancement de la construction de la raffinerie en 2010 était conditionné à cette augmentation des exportations russes ; autrement, si Rosneft ne disposait pas des volumes de brut nécessaires, la CNPC menaçait d'en chercher auprès d'autres fournisseurs.

Après toutes ces difficultés, c'est en 2010 qu'Igor Setchine et Wang Qishan, son homologue chinois, ont fini par lancer officiellement la construction de la raffinerie de Tianjin d'une capacité prévue de 13 millions de tonnes par an. Le chantier doit coûter cinq milliards dollars et durer jusqu'en 2015. Il est prévu que la Russie contribue pour neuf millions de tonnes par an à l'alimentation de la raffinerie, le reste étant fourni par d'autres pays. Edouard Khoudainatov, alors PDG de Rosneft, a précisé que le pétrole proviendrait des gisements de Sibérie orientale³⁵. Un réseau de 500 stations-service, pouvant aller jusqu'à 1000 points de vente, sera ensuite créé dans le nord de la Chine. Mais Rosneft admet que « la mise en oeuvre à long terme du projet dépendra de la conclusion de l'accord final entre les parties »³⁶.

³³ *Vedomosti*, 22 septembre 2010.

³⁴ *Vedomosti*, 12 octobre 2009.

³⁵ *Neft' i capital*, n°11, 2010, p. 21.

³⁶ <www.rosneft.com/Downstream/refining/Construction/>.

Rosneft aura beaucoup de difficulté à s'établir en Chine, même si ce marché est vaste et en pleine expansion. Le prix des produits pétroliers y est réglementé et les règlements changent fréquemment. En outre, les seules entreprises munies d'une autorisation d'import-export des produits pétroliers sont Sinopec et PetroChina. La Chine prévoit par ailleurs d'accroître elle-même fortement sa capacité de raffinage. Et sur le marché chinois, Rosneft sera en concurrence avec des poids lourds du marché international comme ExxonMobil ou Saudi Aramco, qui disposent de technologies de raffinage très modernes³⁷. En fait, la Chine semble considérer la Russie comme une simple source de matières premières (dans ce cas, le pétrole) qu'elle peut traiter elle-même selon ses besoins, et non comme un fournisseur de produits à forte valeur ajoutée ou un acteur important sur son marché du pétrole.

De nouveau l'argent...

La Chine a tenté de faire prolonger le contrat de fourniture de pétrole avec Rosneft jusqu'en 2030. Lors de sa visite à Moscou en octobre 2008, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a évoqué la possibilité d'un prêt chinois de 20 à 25 milliards de dollars contre un approvisionnement d'une durée de 20 ans. En raison de la crise financière, il était en principe impossible à Rosneft de mobiliser une telle somme sur les marchés mondiaux et le crédit chinois lui aurait singulièrement facilité les choses, car après le rachat des actifs de Loukos, son endettement net s'établissait à 21,4 milliards de dollars en juillet 2008, dont 13,4 milliards de dollars remboursables à court terme³⁸.

Rosneft s'est donc retrouvée en position de demandeur, car il était beaucoup plus important pour elle d'obtenir ce prêt que pour les Chinois de se faire livrer 15 millions de tonnes de pétrole russe par an. Et c'est bien là que réside la principale faiblesse de Rosneft dans le cadre de ces négociations.

Il était déjà prévu qu'en 2008, Rosneft et la CNPC concluraient un contrat à long terme de livraison de pétrole russe à la Chine, que les deux parties parviendraient à un accord sur une dérivation de l'oléoduc Sibérie-Pacifique vers la Chine et que des crédits chinois seraient accordés aux compagnies russes. Or, à la mi-novembre, les discussions sur l'approvisionnement russe et les crédits chinois ont été suspendues. Moscou reprochait à Pékin de tenter d'imposer des conditions de crédit inacceptables (à taux variable plutôt qu'à taux fixe) et d'exiger cinq types de garanties différentes, alors que l'État russe devait au départ se porter garant, les livraisons de Rosneft et les infrastructures de Transneft lui servant de caution³⁹. La construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique ayant en outre été reportée d'un an, la question d'une dérivation vers la Chine n'était plus

³⁷ A. Troner, « China's Oil Sector : Trends and Uncertainties » dans *The Rise of China and its Energy Implications*, James Baker Institute for Public Policy, décembre 2011.

³⁸ *Vedomosti*, 7 novembre 2008.

³⁹ *Neft' i kapital*, n°11, 2008. p. 20.

d'actualité. Enfin, le fait que Rosneft et la CNPC n'arrivaient pas à s'entendre sur le prix du brut a longtemps posé problème.

Ce n'est qu'en février 2009, après de difficiles tractations, que la Chine a accordé un prêt de 15 milliards de dollars à Rosneft. Dans le même temps, les Chinois ont alloué 10 milliards de dollars à Transneft, principalement pour la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique et sa dérivation vers la Chine. Igor Setchine, qui conduisait la délégation à Pékin, a déclaré que la Russie allait fournir 15 millions de tonnes de pétrole par an à la Chine pendant 20 ans à des conditions de financement satisfaisantes pour les deux parties. Et en juillet 2009, le président russe a signé la loi sur la ratification de l'Accord intergouvernemental de coopération pétrolière entre les gouvernements russe et chinois.

Par son montant et ses délais, ce prêt constitue un record pour la Russie, même si les termes exacts n'en ont pas été dévoilés. Peter O'Brien, alors vice-président de Rosneft, a simplement annoncé que le prêt s'élevait à 15 milliards de dollars, qu'il était remboursable sur 20 ans et que pendant les cinq premières années, seuls les intérêts seraient dus et que le taux était exceptionnellement bas⁴⁰. Le ministère de l'Énergie a confirmé qu'avec un taux d'intérêt plus de deux fois inférieur à celui en vigueur sur les marchés internationaux, le prêt était intéressant pour la Russie⁴¹.

« Le contrat chinois est en béton armé, il est agréé par les deux parties et conforme aux réglementations internationales », a souligné Igor Setchine. Il a déclaré que la coopération entre Rosneft et la CNPC se déroulait de façon satisfaisante et que la compagnie russe envisageait de négocier une augmentation de ses importations pour renforcer l'activité de la raffinerie de Tianjin. Cependant, dès le début des livraisons en janvier 2011, le contrat en « béton armé » s'est heurté aux difficultés. La Chine a commencé par contester le montant du coefficient T, représentant les coûts de transport de Transneft dans le calcul de la tarification. La CNPC a décidé alors de s'appliquer unilatéralement une réduction de 13 dollars sur chaque baril, car le pétrole autrefois transporté par voie ferroviaire transitait désormais par un embranchement de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, sur une distance deux fois plus courte⁴². Sur la durée du contrat, la perte financière qui découlait de cette décision pouvait représenter un manque à gagner de 30 milliards de dollars pour les compagnies russes.

Les deux parties ne parvenant pas à régler leur litige, la dette de la CNPC a atteint 200 millions de dollars à l'été 2011. Même au niveau gouvernemental, les tentatives de régler le problème sont restées vaines. Finalement, lors d'un nouveau cycle de négociations sur l'énergie dirigé par Igor Setchine⁴³, la CNPC a fini par accepter de régler la plus grande partie de sa dette et de réduire le taux du coefficient T à 3 dollars le baril. Cela a permis à I. Setchine de déclarer que tous les différends étaient désormais réglés. Cependant, Transneft a menacé la CNPC de mettre un terme à la coopération et de saisir les instances internationales.

⁴⁰ *Neftegazovaâ vertikal'*, n°17, 2010, p. 36.

⁴¹ <http://minenergo.gov.ru/press/min_news/421.html?print=Y>.

⁴² *Neftegazovaâ vertikal'*, n°22, 2011, p. 49.

⁴³ Le dialogue énergétique sino-russe a été lancé par le président russe Dmitri Medvedev lors de sa visite à Pékin en 2008. Il est secondé par les vice-Premiers ministres responsables du secteur énergétique des deux pays.

En octobre, les tractations ont repris dans le cadre du dialogue énergétique. Une nouvelle fois, I. Setchine a déclaré que les deux parties étaient parvenues à trouver un terrain d'entente, en surmontant tous leurs différends. Mais les choses se sont de nouveau enlisées, bien que le vice-Premier ministre ait assuré que tout serait réglé en quelques semaines. Ce n'est que début 2012 que Rosneft, Transneft et la CNPC sont parvenues à s'entendre sur de nouvelles modalités de livraison. Aux termes de ce nouveau contrat, Rosneft et Transneft acceptaient de réduire le prix du transport de 1,5 dollars par baril pour la CNPC. Cette dernière devait entièrement régler sa dette accumulée depuis début 2011, qui se chiffrait à 134 millions de dollars. Ce règlement pacifique du différend avec la Chine aura coûté trois milliards de dollars à Rosneft.

Rosneft considère les modifications du contrat comme une « victoire ». « Ils ont essayé d'obtenir une réduction de 13,5 dollars par baril mais nous avons réussi à les faire descendre à 1,5 dollar », a déclaré le représentant de Rosneft. La compagnie nationale russe assure que les livraisons de pétrole en Chine sont aujourd'hui les plus rentables de toutes⁴⁴. Il semble néanmoins que la CNPC en sort gagnante. Et il fallait s'y attendre car après tout, la dérivation de l'oléoduc Sibérie-Pacifique a été construite pour la Chine, seule consommatrice, avec des crédits chinois garantis par les futures livraisons de pétrole russe.

Quoi qu'il en soit, les responsables russes ne remettent pas en cause la stratégie adoptée à l'égard de la Chine. À la question du journal *Kommersant* sur la raison pour laquelle la Russie construisait la dérivation d'oléoduc en Chine au lieu d'utiliser des pétroliers, Igor Setchine a répondu que cela réduisait tout simplement les délais de livraison et que ce mode de transport était aussi sûr que la voie maritime⁴⁵.

Puis c'est le bureau du Procureur général qui s'intéresse au contrat « en béton armé » : en mars 2012, celui-ci a commencé à vérifier la régularité des modifications introduites. Nikolaï Kolomeïtsev, député communiste à la Douma, avait précédemment demandé au président Dmitri Medvedev et au procureur général, Iouri Tchaïka, de vérifier la légalité des nouveaux contrats entre les compagnies russes et la Chine et d'évaluer leur incidence sur l'économie russe. Kolomeïtsev n'est pas le premier à tenter de percer le détail des contrats chinois de Rosneft et Transneft. Le ministère des Finances, le ministère de l'Énergie et le leader de l'opposition, Alexeï Navalny, avaient déjà essayé de le faire. La réaction rapide du bureau du Procureur général à la requête du député est sans doute liée à la valse des hauts fonctionnaires qui se jouerait alors au sein du gouvernement russe⁴⁶.

Néanmoins, Rosneft poursuit sa pratique de levée de fonds chinois : il est prévu que la Chine soit de nouveau créditrice de la compagnie russe pour financer, cette fois-ci, l'acquisition de TNK-BP⁴⁷.

Dans le contexte de la crise financière, la Chine était pour Rosneft le seul moyen d'obtenir de l'argent en 2009. La Chine, en revanche, aurait pu avoir d'autres pays comme récipiendaires de son prêt. Rien qu'en 2009, Pékin avait déjà accordé contre des livraisons de pétrole huit milliards de

⁴⁴ *Kommersant*, 28 février 2012.

⁴⁵ *Kommersant*, 14 juin 2011.

⁴⁶ *Vedomosti*, 12 avril 2012.

⁴⁷ *Vedomosti*, 14 February 2013.

dollars au Venezuela, dix milliards au Brésil, dix milliards au Kazakhstan et un milliard de dollars à l'Équateur⁴⁸.

⁴⁸ U.S. Energy Information Administration, Rapport d'analyse pays, Chine, Dernière mise à jour: novembre 2009.

Conclusion

Comme nombre d'autres compagnies pétrolières de pays émergents, Rosneft contribue à promouvoir la politique étrangère de la Russie et, dans ce cas précis, son volet oriental. En parallèle, la politique étrangère de la Russie porte les intérêts commerciaux des grandes entreprises russes, et les responsables politiques ont souvent aidé Rosneft à mettre sa « stratégie chinoise » en œuvre. Si la coopération énergétique sino-russe progresse, c'est principalement grâce aux efforts déployés par Rosneft. Le temps dira si cette coopération sert davantage les intérêts commerciaux de Rosneft ou les intérêts stratégiques de la Russie.

Le fait est que, dans le domaine pétrolier, les relations entre la Russie et la Chine ne sont guère équilibrées. Avant tout, le secteur pétrolier russe est handicapé par le vieillissement de sa base de ressources et ses coûts de production élevés par rapport à d'autres producteurs. La Chine dispose certes d'un marché pétrolier très vaste, mais elle entretient des relations étroites avec d'autres pays exportateurs, plus compétitifs en termes de coûts, pouvant réduire l'avantage comparatif dont bénéficie la Russie du fait de sa proximité géographique.

Sur le long terme, la Chine entend effectivement développer sa coopération énergétique avec la Russie, mais Moscou n'est pas sa seule option. En outre, il n'y a pas de pénurie de pétrole à l'heure actuelle dans le monde et la Russie (notamment Rosneft) a un besoin pressant d'argent chinois faute de sources alternatives. Un autre problème est que Moscou a tardé à établir une coopération avec la Chine, qui a plus de fournisseurs fiables que la Russie n'a de marchés pour ses exportations. Enfin, la Chine se développe aujourd'hui de façon bien plus dynamique que la Russie et sa croissance est bien plus forte. La Russie devra, par conséquent, prendre conscience que l'acheteur (et créancier) a davantage de pouvoir de négociation que le vendeur (et emprunteur). En définitive, c'est Pékin qui dictera les termes de la coopération énergétique entre la Russie et la Chine, et cette tendance devrait se confirmer au fur et à mesure de la détérioration de la situation dans l'industrie pétrolière russe, dont les réserves s'épuisent.